

## *Lettre à Claude Bartolone*

### *Président du Conseil général de Seine-Saint-Denis*

Monsieur le Président,

Les délégués des vingt-deux comités du Parti ouvrier indépendant de notre département, réunis en Congrès à La Courneuve, ce 16 janvier 2010, ont pris connaissance du document édité par vos soins et intitulé : « *Département menacé, services publics en danger* ».

Nous ne pouvons que partager les inquiétudes que vous y exprimez. En particulier, lorsque vous en appelez à agir contre les deux réformes du gouvernement que vous qualifiez à juste titre de « *régressions* », à savoir la suppression de la taxe professionnelle et la réforme territoriale.

Comme vous, nous constatons qu'un « *vaste mouvement républicain émerge partout dans le pays (...) pour dire Non à ce recul du service public.* » Nous nous félicitons de cette mobilisation et avec les moyens qui sont les nôtres, nous y contribuons.

En revanche, nous sommes préoccupés de lire dans votre document : « *Le département est obligé d'augmenter les impôts locaux pour compenser les manquements de l'Etat.* » ou encore : « *La réforme territoriale empêchera le département de financer les projets des communes et les associations sociales, culturelles et sportives.* » Déjà, à la fin de l'année dernière, vous aviez envisagé de supprimer une subvention spécifique, pour l'année 2010, relative au fonctionnement des cantines des collèges du département. Suite aux revendications exprimées par les personnels concernés, vous avez à juste titre décidé de reconduire cette subvention. Mais que se passera-t-il dans d'autres domaines ?

Il ne fait aucun doute que le gouvernement Sarkozy attend des départements qu'ils appliquent sa politique. Et donc effectivement, qu'ils augmentent les impôts locaux et suppriment les services rendus à la population dans le domaine social, sportif et culturel.

Mais précisément, cela ne doit pas être ! Quiconque s'oppose aux régressions du gouvernement Sarkozy doit refuser de faire retomber sur la population les conséquences de sa politique. Particulièrement dans notre département de Seine-Saint-Denis où la misère et la précarité s'étendent chaque jour un peu plus, il ne serait pas concevable qu'un seul service public soit remis en cause ou que l'on fasse retomber des charges supplémentaires sur les foyers populaires. Pourtant déjà, les informations circulent sur cette possible remise en cause (à compléter)

Monsieur le Président,

Cela ne doit pas être. La mobilisation pour faire reculer les contre-réformes du gouvernement Sarkozy commence par refuser de les relayer.

Voilà pourquoi nous vous demandons de recevoir une délégation de notre congrès qui portera à votre connaissance les faits motivant notre inquiétude et entendra votre réponse à notre demande de clarification.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre attachement aux services publics et à la démocratie.

**Les délégués des vingt-deux comités du Parti ouvrier indépendant**